Serons-nous seuls à lutter contre L'ETAT D'URGENCE qui multiplie les victimes en Algérie ?

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

JEUDI 21 AVRIL 1955

Cinquante-septième année. — N° 427

HEBDOMADAIRE. — Le N° : 20 Frs

SECTION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE LIBERTAIRE

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

REDACTION-ADMINISTRATION : 145, quai de Valmy, Paris (10e)

C.C.P. R. JOULIN, PARIS 5561.76

ABONNEMENTS

FRANCE-COLONIES : 52 nos : 1.000 fr.
26 nos : 500 fr. ; 13 nos : 250 fr.
AUTRES PAYS : 52 nos : 1.250 fr.
26 nos : 625 fr.

Pour tout changement d'adresse joindre 30 francs et la dernière bande

Les accords Raab - Molotov

DEPUIS 1945, l'Autriche attendait la conclusion d'un traité de paix. Depuis plus de 10 ans, de multiples notes diplomatiques, plusieurs conférences, n'ont pu réaliser l'accord entre les impérialismes rivaux. Aussi la conclusion d'un accord entre le chaincelier Raab et Molotov est annoncé comme un succès spectaculaire de la diplomatie soviétique.

Cet accord prévoit en particulier la signature d'un traité de paix rétablissant la souveraineté totale de l'Autriche, l'Autriche prenant l'engagement de ne participer à aucune alliance militaire. En échange de cet engagement qui comporte le refus de toutes bases militaires étrangères, l'U.R.S.S. abandonne ses droits sur les champs pétrolifères et les raffineries d'Autriche contre des livraisons de pétrole brut, restitue à l'Autriche ses installations portuaires sur le Danube et limite les réparations à la livraison de 150 millions de dollars de marchandises. Molotov a également accepté l'évacuation des troupes d'occupation des quatre puissances au plus tard le 31 décembre 1955.

Ainsi, l'U.R.S.S., en échange d'une promesse de neutralité, restitue aux capitalistes autrichiens le pétrole, le monopole de la navigation sur le Danube et réduit considérablement les réparations réduites à une livraison de marchandises.

Mais il y a une clause très grave dans cet accord : « Tous les prisonniers de guerre et criminels de guerre autrichiens détenus en U.R.S.S. seront libérés avant la fin de l'évacuation de l'Autriche par les Soviétiques ».

Il s'agit de libérer les généraux et S.S. hitlériens qui massacrèrent et torturèrent des millions d'hommes et de femmes, qui assassinèrent des millions de prolétaires russes !

Le protocole conclu par Molotov au prix d'une concession aussi infâme, sans égard pour les horreurs subies par le peuple russe, constitue une étape de la guerre diplomatique entre les deux blocs, et en particulier une manœuvre spectaculaire pour empêcher ou retarder l'application des Accords de Paris. L'U.R.S.S. veut se servir du projet de neutralisation de l'Autriche pour empêcher l'intégration de l'Allemagne au bloc militaire occidental.

Les premières réactions viennent confirmer la position de la F.C.L.: même si la neutralisation de l'Autriche est acceptée par les U.S.A., CETTE SOLUTION NE POURRA PAS ETRE APPLIQUEE A L'ALLEMAGNE, dont l'intégration au bloc atlantique est une nécessité économique et politique pour les capitalistes.

En effet, les déclarations faites par les milieux américains laissent prévoir que les U.S.A. ne se laisseront pas détourner de leur projet de réarmement. Londres et Paris s'abstiennent prudemment de commentaires. Par contre, Adenauer a déclaré très nettement : « Le problème autrichien ne peut être comparé au problème allemand », et ensuite « la conclusion d'un traité entre l'U.R.S.S. et l'Autriche ne changera rien ». Le gouvernement de Bonn continue à affirmer « qu'un échec des traités de Paris aurait pour conséquence l'effondrement du monde occidental ».

Nous n'avons donc aucune illusion à nous faire au sujet de l'abrogation des accords de Paris. Nous savons par ailleurs ce que valent les conventions de neutralisation qui n'évitèrent pas à la Belgique l'invasion en 1914 et 1939.

Pour les révolutionnaires, la seule façon d'écarter le danger militariste reste la lutte internationaliste du prolétariat contre ses exploiteurs, l'action directe des travailleurs !

LIB

QUE SIGNIFIE ÇA ?

HANOI, le 11 avril. — Soixante-neuf soldats du corps expéditionnaire français « ralliés » aux forces populaires vietnamiennes et considérés comme déserteurs par les autorités militaires françaises viennent d'être remis à ces autorités par le haut commandement nord-vietnamien, à la limite du secteur de Haïphong, en présence d'une équipe mobile de la commission internationale de contrôle de l'armistice (écrit *Le Monde* du 12 avril).

En somme, 69 militaires du corps expéditionnaire qui sont passés à l'armée populaire vietnamienne ont été remis aux autorités françaises qui vont naturellement les envoyer au tribunal militaire et au bagne. Plus que jamais amnistie pour les condamnés militaires d'Indochine.

MISÈRE DE L'ÉCOLE PUBLIQUE EN ALGÉRIE

ou l'Impuissance du Réformisme

(SUITE DU PRECEDENT NUMERO)

LE bout de l'oreille politique apparaît dans cette inscription sentencieuse : « Une population peu instruite est instable ». Quel plus bel avou que le réformisme est pour l'ordre politique (Soustelle dira la paix). Et comme on s'explique que le terrorisme, qui n'est pas autre chose que la résistance des peuples qui veulent se libérer, et qui menace l'ordre, soit condamné par les majoritaires. D'ailleurs, on ne fait pas, dans cette exposition, la plus petite allusion à l'une des principales causes de la misère de l'école publique, en Algérie : l'hypertrophie des dépenses pour la police et pour la répression. Et qu'elle inconscience, relevant d'une déformation corporatiste, que de faire dépendre le désordre de l'ignorance, alors qu'il est la conséquence de la volonté d'un peuple de ne plus être esclave et celle des travailleurs de conquérir l'égalité économique.

« Une économie qui repose sur des paysans peu évolués et sur des manœuvres non spécialisés n'est pas viable », y lit-on.

Nos réformistes ignorent, ou veulent ignorer que cette économie est « viable » dans la mesure où les forces de répression du colonialisme (1) réussissent, par des massacres périodiques, à écraser les tentatives des peuples colonisés pour conquérir le droit de disposer librement de leur sort.

Et cette économie ne sera plus « viable » dans la mesure où toutes les forces anticolonialistes, peuples colonisés et travailleurs français solidaires arriveront à l'abattre, en même temps que le pouvoir politique colonialiste.

La doctrine réformiste qui pense aboutir à la société socialiste par des moyens légaux et pacifiques classe les réformistes dans le rang des « utopistes », et en fait des alliés conscients ou inconscients du capitalisme et du colonialisme.

Elle aboutit naturellement, à Alger, à la collaboration au sein d'organismes comme le Comité du plan (le fameux plan de vingt ans qui n'avait pas tenu compte de l'excédent annuel de près de 200.000 naissances), dont la section permanente ne s'est réunie que deux fois depuis 1944, et dont on réclame la remise en fonction, la Commission de la Carte scolaire où les hauts fonctionnaires du Gouvernement général, de la Préfecture, les délégués à l'Assemblée Algérienne constituent une majorité écrasante. On constate amèrement que les promesses au personnel de faire partie des comités d'études et des groupes de travail de la commission Le Gorgeu n'ont pas été tenues.

On demande qu'un Office algérien des constructions scolaires soit mis directement sous l'autorité du recteur, avec des sections départementales présidées par l'inspecteur d'académie, le personnel y collaborant.

Comme si le recteur ne recevait pas les ordres du Gouverneur général et des gros colons et les crédits n'étaient pas votés par l'Assemblée Algérienne porte-parole et exécutante docile de ces derniers.

FERNAND.

(*Suite page 2, col. 3.*)

(1) Ce dernier mot ne figure pas une seule fois dans cette exposition, car nous ne devons pas perdre de vue que l'Algérie est « trois départements français ». Et, en cela, l'accord le plus complet existe avec le Gouverneur général Soustelle qui a apporté, à l'occasion de son discours inaugural « un démenti aux voix étrangères qui dénoncent le prétendu colonialisme de la France ».

Fascisme en Italie

LE 9 mars dans la soirée, à Rome, 50 hommes en uniforme : chemise bleue, cravate noire, brassard aux couleurs italiennes défilent en criant : « Nous sommes les fascistes, terreur des communistes, vivent les S.S. ». A l'aide de gourdins ils cassent la vitrine de la librairie Rinaxista à côté du siège du Parti Communiste. Les livres sont dispersés sur la chaussée. Ils lancent ensuite une grenade et le fasciste Giuppida a la main arrachée. Le groupe tente alors, mais sans succès, de pénétrer dans le siège du P.C.

Au même moment un autre groupe de fascistes brûle des faucilles et des marteaux en bois et tente d'assaillir la rédaction de « l'Unita », journal du Parti Communiste italien.

Giuppida est arrêté — il a déjà été condamné en 51 pour complot fasciste et attentat contre Chaplin — ainsi qu'une trentaine de ses nervis.

On peut affirmer que « l'expédition » est partie de la section régionale du M.S.I. (Mouvement Social Italien).

Des perquisitions ont, en effet, permis de découvrir du matériel de propagande, des explosifs, des chemises et des brassards, des gourdins et des matraques.

Dans la nuit du 9 au 10 des fascistes de Milan et de Novare attaquent les Maisons du Peuple de Trecate, Galliate et Romentino, ils tirent des coups de revolver.

Dans la nuit du 10 au 11 à Pavullo, les fascistes mettent le feu au siège du P.C.

Dans la nuit du 17 mars deux individus dans une voiture tentent d'incendier à la benzine le siège de l'A.N.P.I. de Modène.

La manchette de « La Lotta politica », organe du M.S.I., porte : « Qui est antifasciste est une canaille. ».

Les fascistes ont créé « La guardia al lavoro », c'est un mouvement paramilitaire avec entraînement au maniement des armes et aux diverses formes d'attentat. La loi de « la guardia al lavoro » est la suivante: « Foi, travail, ordre, hiérarchie, discipline ». Sa devise : « des actes, non des paroles ». Nous voyons à quels actes ils se livrent. C'est leur façon de tenir parole.

Partis et syndicats réagissent. L'union se fait dans les communes. Des motions sont envoyées au Parlement. Elles s'appuient sur les décrets antifascites de 47, 48, 52. Il ne manque pas d'articles pour réprimer les manifestations fascistes ; pourquoi ne sont-ils pas appliqués ?

C'est que le Gouvernement, comme le Gouvernement français, comme tous les gouvernements bourgeois, appuie le fascisme.

Bientôt en France de pareils attentats seront commis.

Souvenons-nous des Croix de Feu pendant les années 30.

Aujourd'hui les fascistes attaquent les meetings de gauche.

Aux fascistes répondons par l'action unie du prolétariat. Line MOREAU.

AU KENYA

Bilan de l'Etat d'urgence

LE commandant en chef de forces britanniques en Afrique orientale, le général Ershine, a publié un communiqué sur la répression au Kenya depuis la proclamation de l'état d'urgence, en octobre 1952 :

7.811 Mau-Mau ont été tués.
1.193 ont été faits prisonniers ; parmi ceux-ci se trouvent 854 blessés.
828 résistants se sont rendus.

Ces chiffres ne mentionnent pas les Mau-Mau tués dans les bombardements aériens, ni les blessés qui n'ont pas été capturés, ni les milliers d'indigènes qui se trouvent dans les prisons et les camps de concentration.

223 Mau-Mau ont été pendus pour « assassinat », 568 pour d'autres faits se rapportant à l'état d'urgence.

Total : 8.602 morts.

Et cela en deux ans quatre mois. Si l'on sait que la population du Kenya n'atteint pas 6.000.000 d'habitants il n'est pas difficile de comprendre combien la répression des colonialistes anglais est féroce et pourquoi en Afrique, comme en Asie, la population indigène est décidée à en finir avec le colonialisme.

B. DEBRAT.

COMITE D'AIDE AUX PEUPLES COLONIAUX

Sous le patronage du « LIBERTAIRE »

GRANDE SOIREE RECREATIVE — BAL JUSQU'A L'AUBE

Le Samedi 23 Avril 1955 à 21 heures

SALLE SUSSET, 206, quai de Valmy, PARIS (10)

AVEC

BATARD et sa scie musicale

MARY-CHRISTINE (fille de Jo Tchad)
des Jeudis de la Jeunesse

G. NAIGEON, chanteur-compositeur

PARISI et ses poèmes

ET

Yves DENIAUD

LA CHORALE DES A. J.

Claude GOATY
Chanteuse de caractère
de Radio-Dakar et de Radio-Lyon
dans le répertoire de Léo Ferré et G. Brassens

LES POULAINS DE LA GALETTE
avec
J. HERVET et E. LEGAL
Chansonniers d'actualité
Micheline BEZANÇON
au
Répertoire A. Bruant

★ ★

VEDETTES SURPRISES

Orchestre : ZOUZOU-JAZZ

Le spectacle sera présenté par Gaston GASSY

Au piano : SALVADO

Retirez vos cartes DES AUJOURD'HUI à la permanence du « LIBERTAIRE », 145, quai de Valmy, PARIS (10e).

Mesure prise contre l'instituteur GALLAND

MERCREDI 13 AVRIL, à 6 h. 30 du matin, les gendarmes de Fort-National se présentaient au domicile de M. Galland, instituteur, à Tizi-Rached et lui notifiaient un arrêté pris le 9 avril. Le préfet lui interdisait de séjourner dans tout le département d'Alger (1).

L'arrêté précisait que l'interdiction de séjour était exécutoire dans un délai de deux jours francs, c'est-à-dire jusqu'au vendredi 15 avril à minuit.

Le chef d'accusation est le suivant : M. Galland « a, à diverses reprises, cherché à entraver l'action des pouvoirs publics », alors qu'il n'y a pas l'ombre d'une justification de ces accusations.

En admettant que le chef d'accusation réponde à la réalité, pourquoi Galland n'a-t-il jamais été ni poursuivi, ni inculpé ?

Arbitraire le plus monstrueux, en application du décret sur l'état d'urgence qui « devait protéger les populations terrorisées par les quelques centaines de hors-la-loi », et qui ne s'embarrasse même plus du minimum de justification et de garantie juridique prévu par la loi.

Et l'on commence à frapper les communistes et les révolutionnaires, et ensuite tout ce qui sera si peu non conformiste que ce soit. Et si les travailleurs, dans leurs comités de lutte con-

Correspondant du M.L.N.A.

(*Suite page 2, col. 5.*)

2 nouvelles déportations

Nous apprenons, en dernière heure que deux nouveaux militants viennent d'être frappés à leur tour. Il s'agit de Guy VROUILLARD, instituteur à Kenchela et Daas YOUNES, agent des douanes de Soukharas. Comme au plus beau temps de l'occupation nazie!

Victoires de la résistance algérienne

LES derniers jours ont vu une amplification remarquable de la résistance en Algérie. Ce sont maintenant des attaques soigneusement préparées à l'avance et qui démontrent une grande connaissance de la guerre de guérilla de la part des partisans. L'armée de la résistance algérienne ira en grandissant et en faisant chaque jour des progrès, à l'image de l'armée du Viet-Minh qui, des quelques hommes armés de fusils de chasse et de bâtons du début, devient une puissance organisée capable de vaincre une armée impérialiste ultra-moderne.

Nous donnons ci-dessous le détail des faits marquants de la résistance, qui, en particulier, a anéanti trois convois des forces colonialistes en quelques jours.

BISKRA

● Un « notable », collaborateur, a été exécuté par les résistants, près d'Aïn-Guigel, dans la région de Bou-Hamama.

● Sur la route de Menaâ à Amentane, à proximité de Menaâ, au cours de la nuit dernière, la ligne téléphonique a été coupée. Trois poteaux avaient été sciés.

CONSTANTINE

● Dans la région d'El-Ouled, des résistants ont attaqué un élément saharien de Toggourt, lui infligeant de lourdes pertes.

BATNA

● Le 5 avril, près de Foum-Toub, des résistants ont infligé des pertes à un groupe de la Légion.

● Ahmed Ghassiri, collaborateur, de la Mechta Boussetta (douar El-Abrod, dans l'Aurès), a été exécuté par les résistants.

MEKNES

● Le collaborateur Si Moulay Abdurahmane Ben Hachun a échappé de peu au châtiment. Une bombe a explosé devant son domicile. Il ne perd rien pour attendre !

KHANGA-SIDI-NADJI

● Sur la route de Khenchela, des groupes de résistants algériens ont attaqué trois camions des forces de répression. Une vingtaine de soldats se trouvaient dans les camions. Le convoi a été détruit, huit hommes des troupes de répression faits prisonniers.

UN GROUPE D'UNE VINGTAINE D'ALGERIENS a cerné le douar de Tarfana (à 10 kms d'El-Aria) et a fait prisonnier le collaborateur Saïdi Mohamed.

ARRIS, 18 AVRIL

● Entre El-Ouldja et Kheirane, un convoi du 5e bataillon de tirailleurs algériens a été attaqué par un groupe de résistants. Le commandant du 5e B.T.A. et un aumônier ont été abattus, deux tirailleurs grièvement blessés.

D'autre part, la ligne téléphonique entre Batna et Arris a été coupée.

Enfin, à Aïn-El-Hadjadj, un autre convoi est tombé dans une embuscade, quatre hommes des forces de répression ont été blessés, ainsi que la mère du colonialiste de combat Rey, administrateur d'Arris.

Documentation du Mouvement libertaire nord-africain.

LES TRAVAILLEURS ALGÉRIENS ÉCRIVENT AU "LIB"

Unis dans la lutte contre les colonialistes avec les travailleurs français !

Chers camarades frères, Marseille, le 8 avril 1955.

JE LIS toujours LE LIBERTAIRE, le journal que j'estime indispensable pour la classe ouvrière et pour les Algériens. J'ai l'habitude de lire le journal dans un bar, devant un nombre important d'Algériens qui tous sont assoiffés de liberté. Et, depuis qu'ils connaissent LE LIBERTAIRE, plusieurs l'achètent régulièrement, sans attendre que je m'en occupe pour eux.

La fraternité entre Algériens et Français se renforce et, bien que ce soient des Français qui nous exploitent, nous massacrent, nous tuent, croyez, chers camarades, que nous ne les considérons jamais comme des Français, ni même des êtres humains.

Camarades, je suis persuadé que ces bourreaux ne pourront jamais briser notre amitié entre Français et Algériens et qu'ils seront vaincus par notre action commune.

Je souhaite que le véritable communisme triomphe un jour prochain. Ce sera le jour de notre victoire, la victoire de la justice. Et cette victoire est liée à l'établissement du régime socialiste.

De graves événements se déroulent depuis le début de novembre en Algérie. Ils ont comme origine profonde des causes analogues à celles constatées en Tunisie et au Maroc, le régime colonial.

Ce régime, qui sévit depuis 125 ans en Algérie, c'est :

● **TROIS MILLIONS DE CHOMEURS, privés de tous moyens d'existence, puisqu'il n'y a aucune indemnisation de chômage en Algérie.**

● **Ce sont les salaires de famine généralisés à 200 FRANCS PAR JOUR, le travail des étoiles aux étoiles, ce qui fait 14 HEURES A 16 HEURES DE TRAVAIL PAR JOUR dans l'agriculture !**

● **Prolifération des bidonvilles, où essaient de vivre des centaines de milliers d'êtres humains, de femmes, d'enfants, de jeunes et de vieillards, voués à la maladie et à la mort prématurée.**

● **Près de 3 millions d'enfants d'âge scolaire laissés dans l'ignorance, faute d'écoles.**

● **Le pillage des richesses algériennes par les trusts coloniaux.**

VOILA CE QU'ENTENDENT MENDES-FRANCE ET E. FAURE LORSQU'ILS DISENT QUE L'ALGERIE C'EST LA FRANCE !

Devant tous ces crimes, le peuple algérien ne peut que se renforcer dans sa volonté indomptable de mener la lutte jusqu'à la fin du régime colonial.

A. B.

A nos camarades Nord-Africains

N'hésitez pas à nous écrire pour nous signaler vos conditions de vie, pour nous donner des détails sur la répression ou la Résistance.

Ecrire Le Libertaire, 145, *quai de Valmy, Paris* (10e).

N'oubliez pas que « Le Lib » *est en vente à partir de chaque jeudi matin dans les kiosques et librairies (sauf à l'intérieur du Métro pour Paris).*

Une enquête sur Dien-Bien-Phu

LE GOUVERNEMENT vient de nommer une commission d'enquête pour établir les responsabilités du « désastre de Dien-Bien-Phu ».

A quand la nomination d'une commission d'enquête ouvrière chargée d'éclaircir les raisons pour lesquelles les dirigeants du P.C.F., ceux du Parti Socialiste, ceux des syndicats ouvriers n'ont rien fait au moment du « désastre » ? Il est évident qu'une grande campagne de meetings et de manifestations de rue lancée à ce moment aurait pu obliger le gouvernement à faire une paix réelle au Vietnam par le rapatriement immédiat du corps expéditionnaire.

Il faudra bien qu'on sache un jour en échange de quoi le gouvernement a acheté l'inertie des directions des partis et organisations dits ouvriers!

LEIPZIG 22-24 AVRIL

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous

Au 22 au 24 avril, se tiendra à Leipzig, la Conférence Ouvrière Européenne. Délégués par leurs camarades d'entreprises, des ouvriers de tous les syndicats, de tous les pays d'Europe y participent.

C'est de Lesquin près de Lille que partit l'initiative. Une grande activité syndicale pour les revendications, contre les licenciements régnait à l'usine « Métal », cela dans l'unité des syndicats C.G.T. et F.O.

Cette conscience de classe se développe et c'est ainsi que naquit cette idée d'un rassemblement international contre le réarmement. Au cours d'une assemblée générale, le personnel, un millier de travailleurs, lança un appel à tous les travailleurs d'Europe, signé de camarades C.G.T. et F.O.

Des réponses parvinrent d'entreprises de France et de toute l'Europe.

Au Comité préparatoire, ce furent les travailleurs allemands qui intervinrent le plus souvent, insistant beaucoup contre le réarmement de leur pays. Un travailleur de ce pays présente à la Conférence le rapport préparé par tous au comité préparatoire.

Au moment où le capitalisme se renforce internationalement, au moment où le fascisme se prépare, particulièrement en France, en Allemagne, en Italie, au moment où le réarmement vient aider toutes ces menées de capitaux, nous ne pouvons que saluer cette conférence et ceux qui l'ont suscitée. Pour la première fois depuis la « libération », des travailleurs désignés par leurs camarades, des travailleurs à la base, échangent leurs points de vue sur la lutte ouvrière. Il y est non seulement discuté de la lutte contre le réarmement allemand, mais aussi des revendications générales. Et à l'approche du 1er Mai international ces journées revêtent une importance encore plus grande. Reverrons-nous les luttes inyernationales pour les quarante heures ?

Notre grand espoir, c'est que ce ne sont pas seulement des échanges de paroles qui sortiront de cette conférence, mais de véritables décisions pour renforcer la solidarité ouvrière internationale. Que, demain, une grève de dockers à Londres, Amsterdam, Hambourg, rencontre la solidarité des dockers des autres pays. Que, demain, une grève générale des métallos d'Allemagne allume immédiatement une grève analogue en France. C'est, d'ailleurs, à ce prix que se pose la lutte contre le réarmement.

Et qu'un jour, de tous les pays d'Europe, les travailleurs se soulèvent ensemble, rejoignant notre position 3e Front.

Travailleurs. Le capitalisme occidental s'unit internationalement. Il prépare la guerre atomique face au bloc oriental, capitaliste d'Etat. Le dilemne reste toujours : GUERRE OU REVOLUTION. Vous tous qui êtes à LEIPZIG, préparez la lutte de classe internationale. Classe ouvrière européenne, contre bourgeoisie européenne des deux blocs.

Travailleurs allemands, puissiez-vous faire comprendre aux travailleurs français la nécessité de lutter ensemble par l'action directe contre le réarmement. Puissiez-vous, ainsi, leur faire comprendre que, par leur inaction face à la répression colonialiste, ils sont entrain de trahir les travailleurs algériens de l'internationalisme prolétarien.

P. MORAIN.

A NARBONNE PRESENCE DES MILITANTS COMMUNISTES L'IBERTAIRES

La F.C.L. définit ses positions

DEVANT une nombreuse assistance occupant au complet les degrés de l'amphithéâtre Lacroix du Palais du Travail, notre camarade FONTENIS a traité jeudi 14 avril le sujet :

« LES EVENEMENTS ACTUELS ET LEUR DEVELOPPEMENT A LA LUMIERE DU MATERIALISME HISTORIQUE ».

L'exposé, clair et détaillé, mit à la portée de tout l'auditoire les notions les plus complexes se rapportant à l'analyse matérialiste historique en même temps qu'il apportait les conclusions politiques pratiques découlant de cette analyse appliquée aux événements actuels. Fontenis sut même passionner les auditeurs et c'est seulement à minuit passé que la séance fut levée après que notre camarade ait répondu aux questions posées et à un contradicteur P.C.F. qui lui-même reconnut l'intérêt capital de la réunion.

Nul doute qu'une telle manifestation de la F.C.L. marquera dans la lutte contre le confusionnisme et laissera des traces profondes au sein de tous les éléments d'avant-garde de Narbonne.

ERRATUM : Nous nous excusons auprès de nos lecteurs de l'Aude et de l'Hérault pour la confusion que nous avons faite dans notre dernier numéro :

C'est à NARBONNE et non à BEZIERS qu'avait lieu la conférence annoncée.

DANS LE BATIMENT

« Le Coucou chante »

LES ouvriers employés par l'entreprise Batignolles sur les chantiers du barrage de Saint-Pierre-Cognet près de La Mure (Isère) ont vaincu le patronat après 8 jours de grèves. De nombreuses augmentations de l'ordre de 50 fr., parfois plus sont enregistrées, des révisions de classification sur proposition des délégués vont suivre, des bleus de travail sont attribués, le respect de l'horaire de travail accepté.

Les travailleurs, syndiqués à 95 % à la C.G.T., ont accepté à l'unanimité ces accords arrachés par la force. Certes, il y aura encore à se battre pour l'inclusion des primes dans le salaire, pour une plus grande uniformité des salaires. Mais c'est à tous les ouvriers du bâtiment et des Travaux publics à en prendre conscience et à mener la lutte ensemble.

Dans la Région parisienne, des grèves ont été signalées la semaine passée : cimentiers-maçons de chez Sainrapt et Brice dans le chantier du 19e, terrassiers de l'entreprise Masmonteil (chantier de Bobigny), 200 ouvriers de Deromidi au chantier des H.L.M. à Bobigny et d'autres de la même entreprise au chantier rue de Boulainvilliers dans le XVIe, 35 plâtriers assurés de la solidarité de la corporation, au chantier Betelli, boulevard Brune, poseurs de voies de l'entreprise Drouard, occupés sur la ligne de l'Est entre Rosny et Noisy-le-Sec. Des débrayages ont eu lieu sur le chantier Libération (16e) et sur celui du laboratoire de la Marine, rue Sextius-Michel.

Camarades du Bâtiment, des Travaux publics, des carrières, le printemps est là, il est temps, à l'exemple de ces chantiers, de passer à la lutte pour le retour au pouvoir d'achat de 38, la suppression du travail à tâches et des zones de salaires, les 40 heures payées 48, l'égalité des salaires entre travailleurs nord-africains et français, etc... Il y a à soutenir aussi la magnifique lutte armée des travailleurs algériens, à lutter contre l'état d'urgence et les préparatifs fascistes.

Et pour cela, le meilleur moyen reste : grève générale jusqu'à l'aboutissement de nos revendications. Et souvenez-vous de la « méthode du manche de pioche » toujours efficace.

Il faut que le vieil adage de la corporation « Au printemps, le coucou chante » revive.

Tous unis, quelle que soit notre nationalité, notre race, notre appartenance syndicale, faisons reculer le patronat.

L'Inter-Groupe F.C.L. Bâtiment et T.P.

Une lettre du Secrétaire Général du Syndicat National des Instituteurs du Rhône

Nous avons publié la semaine dernière le texte d'une motion votée par l'Assemblée générale du Syndicat National des Instituteurs du Rhône, contre la répression colonialiste. Nous publions ci-dessous le texte de la lettre du secrétaire général du S.N.I. du Rhône, jointe à cette motion.

*

SYNDICAT NATIONAL DES INSTITUTEURS
Section du Rhône

Le secrétaire général Paul Duthel au rédacteur du LIBERTAIRE

Cher Camarade,

JE T'ADRESSE ci-joint le texte d'une motion votée par l'Assemblée générale de notre Syndicat, texte que j'ai fait tenir au Préfet du Rhône, au Ministre de l'Intérieur, à la presse régionale.

A cette protestation collective, je joins une protestation personnelle de militant syndicaliste contre la saisie du LIBERTAIRE et toutes les poursuites.

Avec mes salutations syndicalistes révolutionnaires.

P. DUTHEL.

Communiqué

Ecole du Militant

Vendredi 22 avril, 21 heures, local, 79, rue Saint-Denis : séance de travaux pratiques.

La politique honteuse du P. C. A.

Nous publions ici le dernier communiqué du Bureau politique du Parti Communiste Algérien :

« Dans la nuit du 8 au 9 avril, des tentatives d'incendie ont eu lieu à Alger en divers points de la ville. La presse colonialiste trouve là matière à une justification et se livre à cette occasion à son odieuse et habituelle propagande raciste.

Le Bureau politique du Parti communiste algérien dénonce cette presse aux ordres et les mesures de répression prises par l'administration. Il affirme à nouveau que la situation faite au peuple algérien et la répression ordonnée par les gouvernants français, les ratissages et toutes les mesures d'exception aggravées par l'état d'urgence ne peuvent que **détériorer encore la situation et éloigner toute solution réelle du problème algérien.**

Comme il l'a déjà indiqué dans sa déclaration du 9 janvier, le Parti communiste algérien, conscient de ses responsabilités à l'égard de la classe ouvrière et du peuple algérien, a toujours combattu l'attentisme et l'inaction. **Il s'est d'autre part toujours gardé de mots d'ordre inconsidérés ou de tels actes individuels qui ne correspondent ni à la volonté ni aux possibilités réelles des larges couches de la population, qui sont un élément de division parmi les travailleurs algériens et qui risquent de faire le jeu des colonialistes, si même ils ne sont pas fomentés par eux.**

C'est pourquoi, soucieux avant tout d'œuvrer dans l'intérêt du peuple algérien et de son avenir, le Parti communiste algérien appelle tous les travailleurs, tous les patriotes, tous les démocrates, à renforcer encore plus leur union et leur lutte de masse pour la **reconnaissance officielle d'un problème politique algérien** exigeant une solution politique qui doit être discutée avec les représentants qualifiés de l'ensemble de l'opinion publique algérienne.

Il les appelle à renforcer leur lutte contre la répression colonialiste, contre l'application de l'état d'urgence, pour la défense de toutes les revendications nationales, économiques et sociales. Il les appelle à unir toutes leurs forces pour imposer, avec l'aide fraternelle du peuple français, une politique nouvelle, pour que naisse une Algérie débarrassée de l'oppression colonialiste et enfin maîtresse de ses destinées. »

Le P.C.A. salue, évidemment, la lutte du peuple algérien, mais ce qui apparaît dans les passages soulignés par nous, c'est la crainte du P.C.A. de voir la situation évoluer en dehors de l'impossible solution légaliste officielle (ce qu'il appelle une « solution réelle »), c'est aussi la suspicion qu'il laisse planer sur l'action directe des résistants algériens que le P.C.A. veut confondre avec de l'aventurisme, une action inconsidérée et de division et peut-être même fomentée par les colonialistes. Ainsi le P.C.A. n'hésite pas à confondre provocations et actes de résistance.

Le P.C.A. opte donc pour la pseudo-solution officielle du néo-colonialisme. Sous le couvert de la recherche d'une prétendue « lutte de masse » le P.C.A. tente de déconsidérer l'action des résistants. Pourtant cette action d'avant-garde est seule à exprimer la révolte permanente du peuple algérien et c'est dans le sens du soutien actif aux résistants que peut être menée la seule action de masse réelle.

Le peuple algérien a compris depuis longtemps où étaient ses véritables défenseurs.

TRAVAILLEURS AU COMBAT

En France

AIR FRANCE. — Le personnel à terre (entretien et exploitation) de la compagnie nationalisée a fait une grève de vingt-quatre heures. A Orly, Le Bourget, Toulouse, Marseille et aux escales, même attitude : grève à 95 %. C'est le paiement promis, mais non tenu, d'une prime de fin d'année de 25.000 francs, qui a déclenché le mouvement de lutte des travailleurs. Les salaires inférieurs à ceux de l'industrie aéronautique privée en sont la cause essentielle. La nomination du nouveau directeur général, M. Lesieux, ne va pas arranger les choses. A l'organisme de gestion qu'est l'Aéroport de Paris, son ancien poste, M. Lesieux et son Conseil d'administration ont toujours refusé une prime de fin d'année au personnel ouvrier et employé, bien que le clan des fonctionnaires en bénéficient !

Seule, la création d'un véritable Comité intersyndical de lutte, sur chaque aérodrome et en particulier à Orly, pourrait permettre à ces travailleurs d'entamer une lutte fructueuse et rapide.

Dufour, secrétaire du Syndicat général du personnel d'Air France C.G.T. le sait bien. Alors ?

GAZ-E.D.F. — Aumône gouvernementale : 5 % d'ó-gmentation ! Ceci n'est pas fait pour satisfaire les travailleurs de cette corporation qui en ont assez de piétiner.

PORTS. — Fin de la grève des agents du port autonome. Une « partie » (?) des revendications serait examinée...

RENAULT. — Les ouvriers, par la voix de leurs syndicats, réclament les trois semaines de congés payés.

H.L.M. — A Bobigny, 200 grévistes : sécurité et hygiène, une prime d'outillage, augmentation des salaires : pour 180 fr. de l'heure des manœuvres, 250 fr. les compagnons.

BUS. — Les 10.000 receveurs et machinistes de la R.A.T.P. en ont, eux aussi, pardessus la tête. Si vous en doutez, engagez la conversation avec quelques-uns d'entre eux...

C'est pour cela que des délégations se sont rendues à la direction, porter des pétitions, ce qui est notoirement insuffisant. Les gars des bus se préparent à l'action, et veulent la grève.

Serait-ce un « joli mois de mai » que préparent les travailleurs du monde entier ?

Nous le souhaitons, et demain il y aura de nouveaux

1er MAI !

Dans le Monde

U.S.A.. — TELEPHONE. — Les employés et ouvriers de la Cie téléphonique « Southern Bell. Telephone Com. », en grève depuis un mois, se sont heurtés aux trop payés, les Flics, qui leur ont tiré dessus ! Des blessés du côté ouvrier. Ce mouvement de grève affecte les villes de Clinton, Middlesbora, Birmingham. Plus de 12 Etats du Sud sont paralysés car il faut y ajouter l'arrêt du travail chez les cheminots.

DOCKERS. — A Brooklyn (port de New-York) 7.000 gros bras ont débrayé. Motif ? Les conditions scandaleuses de l'embauchage par les armateurs.

INDUSTRIE CHIMIQUE. — Les 33.000 grévistes de la « Rubber Cie », après six jours de lutte, ont repris le collier. Leurs revendications de salaires ayant été accordées.

AUTOMOBILES. — La revendication du salaire annuel garanti se développe. En effet la superindustrialisation et « l'automation » accentuent les contradictions du capitalisme. Ainsi l'usine « presse-boutons » de Ford, où 2 ouvriers font le travail et où 4.600 moteurs sont fabriqués chaque jour pratiquement sans intervention de l'homme !

Pour lutter contre le chômage, pour la réduction des heures de travail (nécessité des trente heures), et un salaire garanti, les ouvriers américains vont devoir se préparer au combat : le renouvellement des Conventions Collectives, le 29 mai, pourrait en être le signal.

IRLANDE. — Ports et installations toujours arrêtés.

GRANDE-BRETAGNE. — Grève décidée des 80.000 cheminots d'ici une quinzaine. La grève des journaux continue malgré le lock-out décidé par le patronat.

HOLLANDE. — Nouveau mouvement chez les ouvriers et employés municipaux, à Amsterdam.

DANEMARK. — Des travailleurs agricoles demandent la réduction des heures de travail (les huit heures), des salaires un peu plus décents ? Gros fermiers, métayers, compagnies laitières répondent : Nous allons licencier 70.000 d'entre vous !

FINLANDE. — Services postaux normaux. La grève a porté ses fruits : ambulants et facteurs ont été augmentés. Bravo, les travailleurs finnois !

AUSTRALIE. — A Melbourne, 5.000 dockers ont fait grève de vingt-quatre heures, pour faire annuler la mise à pied de plusieurs des leurs.

Des Correspondants du LIBERTAIRE

A PERPIGNAN

Célébration des horreurs de l'inquisition

DEPUIS quelques années les horreurs de l'Inquisition sont remises en honneur à Perpignan par toute la réaction. Sous prétexte de célébration de la cérémonie catholique du Jeudi Saint, une procession parcourt tout le centre de la ville reconstituant très exactement les sinistres défilés de l'Inquisition menant ses victimes au bûcher ! Qu'on en juge ! En tête marche un individu entièrement vêtu de rouge et portant la cagoule de même couleur avec « la cloche de fer » qui annonçait le passage des condamnés à mort. Suivent des cagoulards, vêtus de noir, roulant des tambours également couverts de noir. Le cortège se déroule avec ses cagoulards noirs encadrant des femmes également vêtues de noir et précédant les hautes personnalités du clergé catholique.

Toute la police était mobilisée pour assurer le déroulement normal du cortège.

Ce défilé, qui tient la ville durant trois heures, répète exactement ceux de l'Inquisition qui, dans la même ville, promenait les condamnés à mort jusqu'au lieu de l'exécution. Mais il y a plus : sous les cagoules noires se cachent non seulement des représentants des gros exploiteurs du département, mais même des miliciens de la période 1942-1944 qui s'assurent ainsi la haute protection des autorités religieuses et civiles !

Voilà qui donne tout son sens à cette hideuse manifestation ! Mais elle n'a pu se dérouler que grâce à la complicité des partis dits ouvriers (P.C.F. et Parti Socialiste), d'autant plus que la municipalité de Perpignan a un maire socialiste et son groupe le plus important est composé de membres P.C.F., y compris le député !

Il faut que cette insolente manifestation soit la dernière et que l'an prochain le clergé catholique et ses cagoulards restent dans les églises !

(Correspondant Perpignan.)

L'entente Panhard-Citroën

Un tour de vis de plus

IL n'est pas besoin de longs commentaires pour en dégager la signification. Les deux patrons vont se partager les fabrications : Citroën va investir de nouveaux capitaux chez Panhard. Cela veut dire chez Panhard nouvelle rationalisation et cadences accélérées, donc une surexploitation système Citroën ; en somme, un tour de vis de plus.

Ajoutez-y que, chez ce dernier, il n'existe pratiquement pas de syndicat par suite du système de mouchardage sans cesse perfectionné depuis quarante ans. Voilà qui va aggraver encore la situation des travailleurs de chez Panhard... s'ils se laissent faire.

Le moment est donc venu pour les exploités de Panhard et de Citroën de se mettre d'accord pour se défendre.

Pour cela, il faut recréer UNE VRAIE ACTION SYNDICALE, LUTTE DE CLASSE que les permanents-politiciens des syndicats ont depuis longtemps abandonnée.

(Correspondant Panhard.)

Trois marocains fusillés...

...et à Vizille (Isère)

le Maire P. C. F. présente ses vœux à Coty

LE 9 avril, veille de Pâques, trois Marocains ont été fusillés à Mazagan ; ils avaient blessé, en novembre dernier, le général d'Hauteville à Marrakech.

Leur recours en grâce avait été rejeté trois jours avant. Cela n'empêcha pas le maire P.C.F. de Vizille de « présenter ses vœux » au Président de la République, dès son arrivée en vacances au château. Le journal communiste « Les Allobroges » a même osé publier en première page la photo du maire (Fourier) serrant chaleureusement la main de Coty, la même main qui venait de refuser de signer la commutation de peine des trois Marocains condamnés à mort !

Au même moment Guyot, de la direction du P.C.P., se trouvait dans l'Isère. Donc cette direction approuve l'attitude scandaleuse du maire Fourier.

Dans toute la région de Grenoble les travailleurs critiquent violemment cette attitude du maire et de la direction du P.C.F. Ils rappellent que c'était autrefois une tradition chez des élus ouvriers de profiter de toutes les occasions pour demander à un président de la République la libération des condamnés politiques et militaires !

(Correspondant Grenoble.)

MISE AU POINT

Dans un article paru dans le *Lib* n° 420 (Travailleurs au combat), nous avions parlé de E. Le Hénaff, secrétaire de l'U.D. C.G.T. de la Seine, qui aurait servi de conciliateur entre les dockers et le patronat. Il s'agit, nous dit-on, d'un autre Hénaff. Dont acte.

La Rédaction.

Le capitalisme assassine tous les jours

Sept ouvriers brûlés vifs

A Mondeville (Normandie), chez Sneider, des travailleurs étaient obligés, sur ordre impératif de la direction sous peine de sanctions (licenciement « provoqué » ou déplacement), de *souder* au chalumeau sur des *cuves explosives*.

Ils sont morts dans un MARTYRE effroyable, englués dans le goudron liquide ou transformés en torches, parce qu'il fallait aller vite, ne pas perdre de temps, pour accroître les bénéfices des patrons !

Ils étaient *pères de famille*...

Camarades prolétaires, renforçons le syndicat (1), recontrôlons notre C.G.T., développons la lutte ouvrière révolutionnaire, avec les travailleurs de tous les pays, afin de mettre une fin au cauchemar, en tuant le monstre : le CAPITALISME !

Correspondant.

(1) « Les Comités d'hygiène et de sécurité », en vente à notre librairie.

UN LIVRE QUI ENSEIGNE :

Le journal d'un Combattant Viet-Minh

par Ngo Van CHIEU

DE LA « GUERILLA » entretenue par des francs-tireurs, à l'offensive générale, développée par une armée organisée et équipée et que devait couronner le triomphe de Dien-Bien-Phu, voici composé au jour le jour, par un cadre de cette armée populaire, un récit de la guerre d'Indochine qui fut la guerre de libération d'un peuple.

En notations sobres, l'auteur nous fait revivre les actions auxquelles il a participé et nous associe au développement de la conscience qu'il prend de la signification du combat qu'il mène.

Les circonstances aidant, ce sont l'oppression, l'exploitation et l'humiliation qui ont poussé à l'insurrection, d'abord une poignée d'hommes prêts à tous les sacrifices, désarmés, ayant pour devise de « tuer l'ennemi avec ses propres armes », accomplissant des marches forcées de cent ou deux cents kilomètres pour s'emparer de quelques armes ou de quelques caisses de munitions, puis finalement tout le peuple et « Rien, aucune force, aucune arme ne peut résister à la foi et à la volonté d'un peuple », à une armée populaire qui attaque au cri de : Viet-Nam et Révolution !

Car l'enjeu n'était pas uniquement la reconquête du pays sur l'occupant colonialiste, c'était aussi la cause de la Révolution : « Nous sommes un des facteurs de la démocratie en marche » dit Chieu, et encore : « Notre lutte n'est pas qu'une lutte patriotique, c'est aussi une lutte de classes ».

La même partie se joue aujourd'hui en Algérie...

Gérard LABRUNIE.

Nota : En vente à notre Service de librairie. Prix : 600 fr. Franco : 630 francs.

L'Instituteur GALLAND

(Suite de la première page)

tre la répression colonialiste, leurs partis révolutionnaires, leurs syndicats ne font pas échec à l'application de cet état d'urgence, le fascisme, c'est-à-dire l'état d'urgence permanent consacrera la victoire des pires forces d'exploitation, de répression et de guerre, sur les forces révolutionnaires des exploités combattant pour le bien-être, la liberté et la paix.

Nous sommes d'autant plus à l'aise en signalant le danger fasciste et en dénonçant le processus de la répression qu'un régime semblable par bien des points existe en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires.

Notre camarade Galland, sincère militant de base du Parti Communiste Algérien, est la première victime de « l'état de siège » qui n'a pas osé dire son nom. Son parti, le P.C.A., a dénoncé l'état d'urgence, « projet vychiste », « qu'il faut combattre et faire rapporter ». Comment ?... Mais « par des télégrammes, des délégations, des listes de pétitions ».

Nous avons vu l'inefficacité de ces procédés contre « l'état d'exception » avant la lettre, après les événements de la nuit de la Toussaint.

Nous avons constaté leur inefficacité contre les accords de Londres et de Paris qui constituent un pas de plus vers la guerre.

Nous n'ignorons pas que le P.C.F. a refusé de faire partie du Comité de lutte contre la répression colonialiste, réunissant, à Paris, la F.C.L., le P.C.I., le P.S.G., les C.D.S.E., etc..

Le P.C.A. appelle à lutter contre l'état d'urgence... en votant (2).

Et afin de ne pas effrayer le corps électoral européen, le P.C.A. met une sourdine sur les comités de lutte contre la répression, durant la campagne électorale.

Voilà comment les dirigeants du P.C.A., en compagnie de l'U.D.M.A., luttent contre l'état d'urgence, offrant aux colonialistes, grâce à quelques élus, l'occasion inespérée de faire croire que le peuple algérien apprécie les bienfaits de la démocratie française, alors qu'une seule attitude s'imposait contre « l'état d'exception » d'après le 1er novembre, et surtout contre l'état d'urgence actuel, l'abstention, l'abstention massive du peuple algérien face à ses exploiteurs et ses oppresseurs et la bourgeoisie qui s'apprête à le trahir (3).

Contre la politique des dirigeants communistes à l'égard de l'impérialisme français qu'ils veulent détacher de l'impérialisme américain (en pratiquant l'union sacrée avec les néo-colonialistes éclairés) et contre les nationalistes modérés de l'U.D.M.A. que le Gouvernement général a contactés avant les élections, afin de « s'entendre », quitte à abandonner les béni oui oui traditionnels, le peuple algérien donnera un témoignage de sa maturité politique en s'abstenant et en renforçant ses comités de lutte contre la répression, en liaison avec ceux qui existent en France, pour l'abrogation de l'état d'urgence et de l'état d'exception, la libération des détenus politiques et de MESSALI HADJ, pour que soit rapporté le décret de dissolution du M.T.L.D. et rétablies toutes les libertés fondamentales, pour le retrait du contingent et des forces de répression et le droit des peuples d'Afrique du Nord à disposer librement de leur sort.

Et les travailleurs algériens, en liaison avec les révolutionnaires, renforceront la lutte dans leurs syndicats pour l'égalité économique entre les travailleurs de toutes races, laquelle permettra, en liaison avec les travailleurs du monde entier d'atteindre dans la liberté à l'égalité économique entre tous les hommes par la Révolution sociale.

(1) L'Union des sections algériennes du Syndicat des Instituteurs et la section d'Alger n'ont pas jugé bon d'élever la moindre protestation contre l'état d'urgence. Et leur « mise en garde contre une répression aveugle et brutale » adressée aux pouvoirs publics ne dépasse pas le cadre d'une motion platonique. Elles se contenteront d'une délégation au sujet de la mesure arbitraire qui frappe notre collègue, et, en cela, l'accord règne avec les cégétistes.

(2) Il a été le seul à participer à l'élection du Sud Constantinois alors que tous les partis nationalistes se sont abstenus, en signe de protestation contre l'état de siège dans cette région et les crimes et exactions de toutes sortes qui y furent perpétrés.

(3) C'est d'ailleurs le mot d'ordre lancé par le Mouvement National Algérien, parti représentant la grande majorité du peuple algérien.

A l'élection du Sud Constantinois, il y eut, en comptant les fraudes, les pressions de toutes sortes, le tiers de véritables votants seulement, soit 80.000 environ sur 250.000 inscrits.

L'école publique en Algérie

(Suite de la première page.)

Comment s'étonner, finalement, de la grande misère de l'école publique alors que les réformistes ne reconnaissent pas qu'elle est liée à l'existence d'un régime, alors qu'ils collaborent avec ce régime au lieu de l'abattre en se solidarisant *effectivement* avec les partis nationalistes véritablement représentatifs de la grande majorité du peuple algérien.

La lutte pour la scolarisation est liée à la lutte du peuple algérien pour la liberté et l'égalité politiques, et à celle des travailleurs algériens pour l'égalité économique. Et la place des syndicalistes dignes de ce nom est du côté des nationalistes qui luttent dans leurs syndicats, leurs Comités de lutte contre la répression, pour l'abrogation du décret instituant l'état d'urgence, qui atteint en monstruosité tout ce que le fascisme a pu fomenter pour l'assassinat de la liberté des hommes et des peuples, pour la libération de Messali Hadj et de tous les militants emprisonnés, pour la levée de l'interdiction du M.T.L.D. et de son journal « L'Algérie Libre », pour le retrait du contingent et de toutes les forces de répression, pour la reconnaissance des peuples d'Afrique du Nord à disposer librement de leur sort.

Cette lutte n'offre pas la sécurité des démarches réformistes auprès des élus, des congratulations avec les fonctionnaires d'autorité ou les grèves de tout repos, mais les risques qu'elle comporte permettent de se mettre en règle avec sa conscience de véritable syndicaliste, de syndicaliste révolutionnaire.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

(Suite au prochain numéro)

Piouti	150	X...	25
Paris-14e	217	Belleville	80
X...	95	X...	40
Un plâtrier	80	Pierre	1.000
Le Gars	250	S.G.	2.000
Paris-19e	1.367	Syrard	2.000
Allué	1.000	Caloy	2.000
Un camarade espagnol	200	Lecteur Charenton	133
Raymond	100	Jean	2.000
Paris-18e	500	Paris-19e	1.800
X...	80	Meallier	500
X...	100	X...	200
E.N. Versailles solidarité antifasciste	1.200	Gourguichon	1.000
Hulot	1.066	Groupe Vitry	200
Fassol	300	Piouti	240
Gérardot	500	Corol	100
Gustave	100	Paris-19e	800
Touibes	100	Lecteurs Charenton	90
Lecteur Charenton	160	Lecteurs Montreuil	90
Fenec	2.000	Lecteur place d'Italie	180
Toury	500	Jurrul (18e)	500
Paris-19e	2.106	Gabi	200
Veyrie	1.000	Ducerf	200
Sola	500	Princé	100
Veuve guerre 1914-1918	500	B.P.	800
Vassal	100	Ex-militant du P.C.F.	30
Un gazier	500	Vassal	200
Furci	2.000	Futh	200
Château Vincennes	60	Surant	1.000

Notre rubrique Sociale

RECHUTE D'ACCIDENT DU TRAVAIL

EN DATE du 21 janvier 1955, le J. O. a publié un décret modifiant la loi du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents de travail et des maladies professionnelles.

Notons bien que tout accident de travail peut entraîner une incapacité permanente ou une rechute.

En cas de rechute, la Caisse Primaire de S.S. peut contester le caractère professionnel. Cependant, la décision de cet organisme étant opposable à la Caisse Régionale, tant que la juridiction compétente n'a pas statué sur le cas précité, les prestations des Assurances sociales doivent être servies à titre professionnel, *c'est-à-dire, la moitié du salaire journalier, et sur la semaine de sept jours, dimanche compris.*

De plus, la Caisse Primaire en cas de rechute ou d'aggravation de la lésion, prend obligatoirement en charge, les frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation et s'il y a lieu, une fraction de l'indemnité journalière, en attendant que soit statué sur une éventuelle incapacité permanente.

Ce texte est très important pour toutes les victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles. Il évite pour tout accidenté ou malade professionnel, les longs délais de prise en charge par l'organisme compétent de la S.S. ou mieux encore, car cela s'est produit, des interruptions dans le règlement des prestations.

René GERARD.

JEUNE RÉVOLUTIONNAIRE

Avril - N° 10

vient de paraître

Abonnement : 6 mois, 100 fr. ; 1 an, 200 francs.

Abonnement de soutien : 6 mois, 250 fr. ; 1 an, 500 fr.

Le numéro : 20 francs.

ATTENTION : Prière d'adresser les fonds destinés à « J. R. » UNIQUEMENT au C.C.P. : 11772-56.

« *JEUNE REVOLUTIONNAIRE* » 145, quai de Valmy, Paris (10e).

SOMMAIRE

1. Editorial *par P. Philippe*
2. Printemps à Hiroshima-sur-Seine. *par M. Hulot*
3. Attitude du jeune révolutionnaire à l'armée. *par M. Malla*
4. Lettre de la caserne : « Engagez-vous ! » *par B.B.*
5. Les jeunes instituteurs à l'action dans le Puy-de-Dôme. *par E. Coudert*
6. La jeunesse en Allemagne de l'Est. *par C. Melet*
8. Je briserai mes chaînes. *par Celtone*
9. Solidarité avec les jeunes de Constantine.
10. La calote et l'Ecole. *par Garano*
11. Sport et révolution *par Morain*
12. Le matérialisme historique (suite 2) *par G. Fontenis*

Le gérant : Robert JOULIN

Impr. Centrale du Croissant 19, rue du Croissant, Paris-2e.